

Acte rendu exécutoire après :

- **transmission en Préfecture le :** /
- **publication le :** 31 JAN. 2025

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	Début : 14h30 / Fin : 15h35
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	10/01/2025
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	10/01/2025
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	10	Myriam PARIS – Franck FAVRE – Éric STRAUMANN – Lucien MULLER – Gérard HUG – Claude BRENDER – Christelle LEHRY – Odile UHLRICH-MALLET – Jean-Laurent KISTLER – Hervé KRIEGER
Procurations	4	Franck FAVRE – procuration de Céline KERN-BORNI Jean-Laurent KISTLER – procurations de Yann QUIQUANDON et Nicolas BRUTIN Hervé KRIEGER – procuration de Lionel ROUILLON
Absents non représentés	2	Bertrand BURGER – Christian ZIMMERMANN

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION, L'EXPLOITATION,
L'AMENAGEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DU DOMAINE INDUSTRIAL-
PORTUAIRE DU PORT RHENAN DE COLMAR / NEUF-BRISACH**

COMMISSION DE CONTROLE DU CDSP

Dans la perspective du rapport annuel 2024 de la SEMOP et du Comité de suivi de la Délégation de Service Public (DSP) mis en place en décembre 2023, le Président porte à connaissance des membres du Syndicat les article R. 2222-3 et R. 2222-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) nécessitant pour le Syndicat de fixer par délibération lors d'un prochain Comité Syndical, la composition de cette Commission de contrôle pour répondre aux obligations réglementaires du CGCT.

Article R. 2222-3 : Modifié par Décret n°2001-183 du 22 février 2001 - art. 1 ()
Dans toute commune ou établissement ayant plus de 75 000 euros de recettes de fonctionnement, les comptes mentionnés à l'article R. 2222-1 sont en outre examinés par une commission de contrôle dont la composition est fixée par une délibération du conseil municipal ou du conseil de l'établissement.

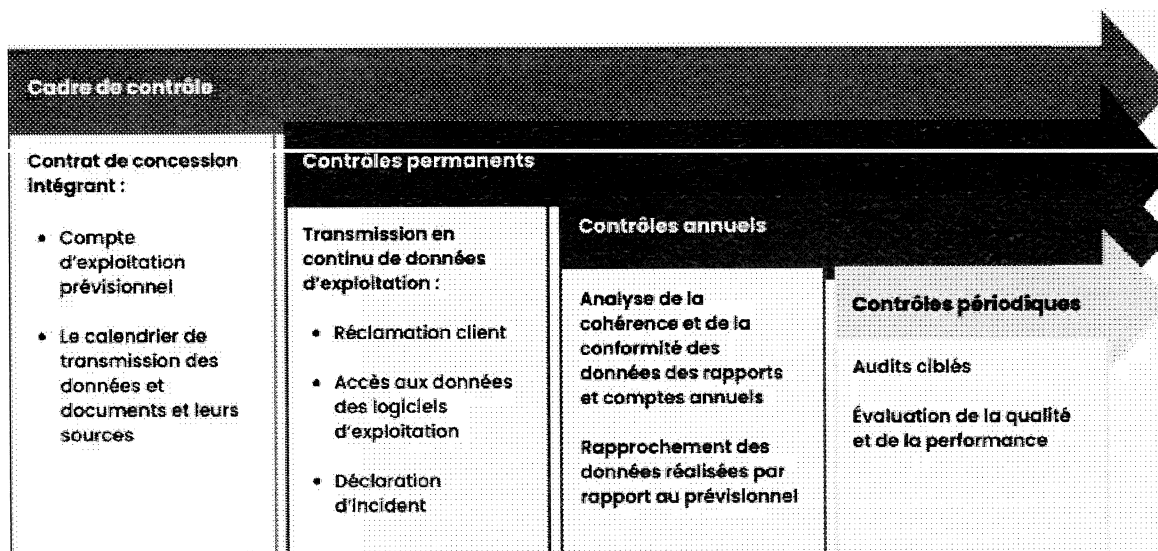
Article R. 2222-4 : Création Décret 2000-318 2000-04-07 JO 9 avril 2000
Les comptes détaillés qui sont mentionnés à l'article R. 2222-1 ainsi que les rapports des vérificateurs et de la commission de contrôle sont joints aux comptes de la commune ou de l'établissement pour servir de justification à la recette ou à la dépense résultant du règlement de compte périodique prévu au même article.

Par ailleurs, le Président précise que cette obligation réglementaire renforce également le respect des exigences contractuelles de la DSP, notamment en application de :

- l'article 17 « Contrôle de l'entretien par le Délégant »,
- l'article 21 « Mesure de la qualité »,
- du Chapitre 9 « Droits de contrôle du Délégant » et de ses articles 61 à 65.

La Commission de contrôle ayant pour prérogatives de pouvoir procéder à toutes vérifications sur pièces et sur place en vue de produire un rapport annuel de vérification de la DSP qui peut être soumis à l'examen de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) en cas de contrôle de cette dernière.

Le Président précise que les modalités de mise en place de cette Commission de contrôle sont en cours d'examen, pour fixer la liste des membres par délibération lors d'un prochain Comité Syndical au second trimestre 2025, ainsi que son programme et calendrier de contrôles (Cf. *Contrôles règlementaires, Contractuels, Permanents, Annuels, Périodiques*).



Typologie des contrôles de DSP

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance,

PREND ACTE des informations présentées par le Président.

Pour extrait conforme

Le Président,
Gérard HUG

